

Edito du Secrétaire Général

Mars 2017

Le revenu universel : une utopie coûteuse !

Au cours de la primaire de la Belle Alliance Populaire, la proposition du revenu universel a mis en lumière un débat sur la place du travail dans notre société. Le revenu universel serait accordé, à terme, à tout citoyen et sans condition de revenu, d'un montant de 750 euros par mois, soit environ 300 milliards par an.

Tout d'abord, il faut rappeler que ce revenu de base a un fondement idéologique, celui des ultra libéraux dont le porte parole est Milton FRIEDMAN, qui consiste à isoler toute une population considérée comme inapte au travail en lui accordant chichement les moyens de son existence.

Ce qui signifie très clairement que ces économistes admettent la raréfaction du travail, sous entendu, ils se résignent à l'idée permanente du chômage. Mais parlons franchement. La proposition de Benoît HAMON m'étonne d'autant plus qu'elle tourne délibérément le dos au mouvement ouvrier, incarné par Saint SIMON, PROUD'HON et MARX. Ces trois penseurs considéraient le prolétariat comme l'acteur de sa propre histoire, grâce au monde du travail.

En tant que syndicaliste, s'il est nécessaire de ne pas s'exonérer d'une réflexion sur les évolutions du monde du travail, pour autant je ne crois pas à la société "post-travail" car le chômage n'est pas une fatalité.

En d'autres termes, se pose la question de savoir si l'emploi est le point central de réflexion dans la société. Je réponds mille fois OUI. En effet, croire à la fin du travail est contredit par les chiffres de la Direction de l'Animation, de la Recherche, des Etudes et des Statistiques (Dares). Si les huit cent mille emplois ont été détruits dans l'industrie et un million dans l'agriculture, cette chute a été compensée par la création d'un million d'emplois de services aux particuliers et aux collectivités et d'un autre million dans

les professions de santé. Les secteurs d'avenir sont connus : l'aide à domicile, la santé, les énergies renouvelables, l'économie maritime, le numérique.....

L'idée du revenu universel d'existence est d'autant plus surprenante qu'à aucun moment, le candidat à la présidentielle n'aborde la question de la formation tout au long de la vie. Syndicalement, je préfère la préconisation de Jacques ATTALI de créer un revenu universel de formation pour ne laisser aucun chômeur sans formation.

Le salariat doit donc rester le seul moyen de vivre décemment grâce au salaire adossé aux protections sociales. C'est l'unique voie pour se construire une identité sociale et un juste équilibre entre la vie professionnelle et la vie familiale.

Autrement dit, à l'UNSA, nous sommes favorables à une réflexion sur l'unification des différentes aides de minima sociaux plutôt que d'adhérer au discours sur le revenu universel d'existence qui est à des années lumière des attentes des chômeurs qui revendiquent un emploi, un avenir pour leurs enfants et non une aumône.

Notre combat syndical est précisément de défendre la vision d'un avenir où le salarié est respecté, bien payé en terme de qualification et de conditions de travail satisfaisantes. Derrière cette intention irréalisable dans les faits, véhiculée dans les milieux socialement bien intégrés, diplômés, les partisans du revenu universel ont une vision défaitiste du monde travail.

Bref, "Construire des palais de féerie" selon la belle formule de Georges CLÉMENCEAU n'est pas mon ADN syndical !

Philippe COSTA